



# LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE  
JEAN-BAPTISTE SAY

“Les lumières et la morale  
sont aussi nécessaires au  
maintien de la République  
que le fut le courage pour  
la conquérir.”



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



## Message de François de Saint-Pierre

### Merci et au revoir

*Nous venons de fêter les 10 ans de La Décade.*

Lorsque j'ai pris l'initiative de créer le Cercle et sa lettre, La Décade, mon souhait était de réveiller l'ambition de Jean-Baptiste Say dans deux directions :

- Contribuer à une meilleure compréhension par le plus grand nombre des mécanismes de création de valeur économique : comment se crée la prospérité ;
- Reconnaître le rôle unique et indispensable de l'entrepreneur dans le développement de cette prospérité qui nous permet aujourd'hui de vivre si bien et si longtemps.

Les 106 éditions de La Décade nous auront, je l'espère, permis de progresser vers ces deux objectifs ambitieux. Mais reconnaissons qu'ils sont loin d'être atteints !

Aussi il est temps pour moi de passer le relais à d'autres qui se reconnaîtront dans les valeurs de Jean-Baptiste Say et qui souhaiteront les porter à leur tour : la liberté d'entreprendre pour créer les richesses nécessaires à la prospérité de tous. De mon côté cette ambition se déploiera sous d'autres formes.

J'aimerais à cette occasion remercier chaleureusement les membres fondateurs du Cercle, en particulier [Julien-Pierre Nouen](#) et [Karine Lecocq](#), les membres de [notre comité de parrainage](#), tous les créateurs d'entreprises qui nous ont fait le plaisir de partager leur vision et leur expérience dans notre rubrique [Parole d'Entrepreneur](#), et tous ceux qui ont inlassablement contribué à la production de La Décade au cours de ces dix années : Julien-Pierre Nouen pour ses analyses économiques, [Isabelle d'Halluin](#) pour notre communication, [Frédéric Chassagne](#) pour notre Baromètre : Les Français et l'Économie, l'équipe de [Profil-Design](#) pour la mise en page et la diffusion de notre lettre, et [Nicolas Raynier](#) pour ses interviews d'entrepreneurs et la conduite opérationnelle de La Décade.

En vous laissant, chers abonnés et lecteurs épisodiques, à la lecture de cette dernière édition qui, vous le verrez, est une reprise non contextualisée de contenus de ces dernières années qui sont toujours bien d'actualité ! Je vous remercie de votre intérêt et de votre fidélité.

François de Saint-Pierre

*Fondateur du Cercle Jean-Baptiste Say*

## SOMMAIRE

### Il nous l'avait bien dit

- Alors que les candidats en campagne n'en parlent pas ou à peine, il convient de lire Jean-Baptiste Say qui nous avertit de la toxicité de la dépense et de la dette publiques. .... **p.03**
- Sans tout savoir de l'économie il est nécessaire d'en bien comprendre les idées fondamentales. .... **p.04**
- La distinction de l'entrepreneur. .... **p.05**

### Analyse économique

- Dépenses publiques : Savoir apprendre des autres. .... **p.06**
- Pourquoi en économie aussi, les gens se laissent-ils bercer par les sirènes du populisme ? ..... **p.08**
- Pour produire plus, il ne faut pas travailler davantage, mais être davantage à travailler - La croissance et le travail en France ..... **p.10**

### Reçu 10/10

- Warren Buffet, grand investisseur et bon pédagogue ..... **p.12**
- Jacques de Larosière. « Les 10 préjugés qui nous mènent au désastre économique et financier ». Odile Jacob. .... **p.13**
- Erwan Le Noan : L'obsession égalitaire, comment la lutte contre les inégalités produit de l'injustice. .... **p.15**

### Collé 0/10

- « Marine Le Pen ou le retour de l'idéal communiste »  
Les Echos du 2 décembre 2015. .... **p.17**
- L'ISF, Un impôt payé par quelques-uns est toujours populaire même quand il est nocif pour tous. .... **p.18**
- Le déficit commercial de la France, témoin des maux de notre économie. .... **p.20**

### Parole d'entrepreneur

- Jean-Baptiste Say, interviewé par ChatGPT. .... **p.22**

### Le quiz 2024 Jean-Bat' à la plage ..... **p.24**

### Les Actus du Cercle

- Baromètre Jean-Baptiste Say, les Français et l'économie en 2024. .... **p.26**

*Il nous l'avait bien dit*

Juillet 2024

## Alors que les candidats en campagne n'en parlent pas ou à peine, il convient de lire Jean-Baptiste Say qui nous avertit de la toxicité de la dépense et de la dette publiques.



« Il est impossible aux gouvernements de ne pas rejeter le fardeau de leurs dettes sur le peuple, et ils doivent toujours craindre que le peuple ne se lasse de supporter des charges qui ne sont pas accompagnées d'avantages proportionnés. Si nous, générations présentes, avons, du moins par notre silence, consenti à grever les revenus de nos neveux, nos neveux ne jugeront-ils pas convenable de secouer ce fardeau, s'ils viennent à s'apercevoir qu'il n'a servi en rien à leur bonheur ni à leur gloire ? L'avenir peut se croire fondé à demander des comptes au présent. Les représentants futurs d'une nation reprocheront peut-être à leurs prédécesseurs de ne l'avoir pas bien représentée. Combien d'emprunts ne pourront-ils pas imputer à des votes corrompus, à une fausse politique, à un orgueil national mal entendu, à des systèmes surannés ? (...)

*Pour un état, comme pour un particulier, il n'y a pas deux moyens de s'affranchir de ses dettes. Cet unique moyen est d'y consacrer l'excédent de ses revenus sur ses dépenses. Pour guérir la lèpre des emprunts, le seul parti raisonnable est celui que prennent les malades qui ont ruiné leur tempérament par des excès, et qui le rétablissent par un régime plus sévère : il faut refaire par degrés les capitaux que l'on a imprudemment dissipés, c'est-à-dire diminuer les dépenses publiques et employer fidèlement les revenus épargnés de cette manière au rachat de la dette. Il n'y a, pour un ministre des finances, aucun talent qui vaille celui de dépenser peu. (...)*

*Entre les mains d'un gouvernement, une grosse somme fait naître de fâcheuses tentations. Le public profite rarement, je n'ose pas dire jamais, d'un trésor dont il a fait les frais : car toute valeur, et par conséquent toute richesse, vient originairement de lui. »*

Traité d'Économie Politique - Tome III – cinquième édition 1826 - P.247 et suiv.

Paru en février 2017

*Il nous l'avait bien dit*

Juillet 2024

## Sans tout savoir de l'économie il est nécessaire d'en bien comprendre les idées fondamentales.



Jean Baptiste Say a été nommé professeur au Collège de France en mars 1831. La création de cette première chaire d'Économie politique s'était fait longtemps attendre. Mais déjà la santé de Say était fortement altérée puisqu'il mourut l'année suivante. Dans son discours d'ouverture, Say insiste sur la distinction des lois politiques et des lois économiques, parfois confondues au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'isolement des lois économiques doit permettre leur bonne compréhension et de bien les mettre au service de la société.

*« Pourquoi dans l'Économie telle qu'on la conçoit maintenant ne comprend-on pas la politique pure, l'organisation constitutionnelle des États et des pouvoirs ? C'est parce que les sciences s'étendent en se perfectionnant. « Notre âme s'élargit, dit Montaigne, d'autant plus qu'elle s'emplit ». Mais notre tête n'a qu'une certaine dose de facultés, notre temps est borné, et quoiqu'on ait perfectionné les méthodes, et qu'on est réduit à l'essentiel ce qu'il convient d'apprendre, de loger dans la mémoire des hommes, il est nécessaire de circonscrire, de classer nos connaissances, pour qu'elles ne fassent pas de confusion entr'elles, pour que tout homme instruit puisse prendre les principes fondamentaux de toutes, et ne suivre, jusque dans ses dernières recherches, que celles qu'exige spécialement la profession qu'il a embrassée.*

*Si nous voulions apprendre tout ce qui se tient, tout ce qui s'enchaîne, nous voudrions tout savoir, car il n'est aucune science qui n'ait des points de contact avec une autre, et, de proche en proche avec toutes les autres. L'Économie a des rapports avec la politique pure, puisque la liberté d'industrie dépend jusqu'à un très haut point de la liberté du commerce et de la sécurité des propriétés, qui ne peuvent être assurées que sous un régime libéral. Nos relations avec l'industrie étrangère dépendent de notre droit international et de nos relations diplomatiques. D'un autre côté l'Économie, d'après les théories de la production, est intimement liée à la situation de nos arts utiles qui eux-mêmes dépendent tout à fait de nos connaissances en chimie et en mécanique. De sorte que de proche en proche, l'étude de la diplomatie a des rapports avec l'étude de la chimie et de la mécanique. Qui oserait néanmoins avancer que l'on ne peut être ambassadeur à moins de savoir jusque dans ses détails la technologie d'un seul art comme celui de faire des épingles !*

*L'ambition de tout homme raisonnable ne saurait être de tout savoir mais de savoir bien la chose dont on juge à propos de s'occuper. Sur tout le reste, il suffit de posséder les idées fondamentales. Mais il faut que les idées fondamentales que l'on acquiert soient justes et entièrement conformes à la vérité. »*

« Discours d'ouverture du cours d'économie politique au Collège de France, année scolaire 1831-1832 »  
in œuvres diverses 1848.

Paru en février 2020

*Il nous l'avait bien dit*

Juillet 2024

## La distinction de l'entrepreneur



**En rapport avec notre recension du « Spring Campus » de CroissancePlus, relisons ce que J-B Say écrivait au sujet de l'entrepreneur :**

« Un entrepreneur est celui qui à ses risques et périls entreprend de fournir à la société les produits dont elle a besoin. Il apprécie les frais de production que nécessitera un produit ; il préjuge la valeur qu'il aura étant terminé ; il rassemble tous les éléments d'une entreprise, en compose l'administration et le régime. Comme il a perpétuellement des achats et des ventes à faire, des conventions de toutes sortes à conclure, il doit connaître les hommes et les affaires, évaluer les risques, prévoir

les vicissitudes du commerce, l'influence de la paix, de la guerre et des mauvaises lois. La réunion des talents qui sont nécessaires pour faire prospérer, et pour soutenir seulement une entreprise, établit une espèce de monopole en faveur des hommes qui sont en état de la concevoir, de la former et de la conduire. Ceux qui manquent de prudence et de lumières, ne font pas longtemps concurrence à ceux qui en sont pourvus. Telles sont les causes qui établissent, pour les entrepreneurs, des profits indépendants de leurs capitaux et forts supérieurs au salaire d'un simple commis en chef, qui ne court aucun risque pour son compte, touche son traitement dans toutes les suppositions, et ne hasarde ni ses fonds ni sa réputation, en cas de mauvaise fortune.

*Je sais qu'il est fort difficile de distinguer ce qui dans la production, est dû à l'entrepreneur, de ce qui est dû à son capital. Le même outil fait plus d'ouvrage conduit par des mains adroites, que lorsqu'il l'est par des mains inexpérimentées. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a une partie de l'ouvrage qu'il faut attribuer à l'outil, et une partie qui est l'œuvre de la main qui le guide ; et il serait fort utile dans la pratique de pouvoir en faire la distinction. »*

Mélanges de morale. Petit volume. 1817. Commentaire sur Storch.

In œuvres diverses.

Paru en avril 2024 et décembre 2017

*Analyse économique*

Juillet 2024

## Dépenses publiques : Savoir apprendre des autres.

Dans un document de travail récemment publié, deux économistes du FMI se sont livrés à un exercice de benchmarking de la dépense publique en France : [From containment to rationalization : increasing public expenditure efficiency in France](#), par Jean-Jacques Hallaert et Maximilien Queyranne.

Leur document propose de passer d'une approche de maîtrise à une approche de rationalisation. La stratégie de réduction du déficit en France a tout d'abord porté pour l'essentiel sur l'augmentation des recettes mais, depuis 2014, l'attention se porte maintenant sur la maîtrise des dépenses publiques. Faute d'un réel débat sur les missions de l'Etat, la stratégie adoptée a été d'appliquer un coup de rabot équivalent sur l'ensemble des dépenses. Par un travail de comparaison avec les autres pays européens et notamment avec les plus comparables (Allemagne, Italie, Royaume-Uni), sur le niveau de dépense, sur l'efficacité sociale et économique et sur la nature de ces dépenses, les auteurs ont pu dégager des secteurs où la France dépense plus ou moins bien qu'ailleurs. Globalement, la protection sociale et les salaires expliquent 90% de l'écart de dépense publique entre la France et les autres.

Une des premières constatations des économistes est que ces dépenses sociales sont relativement peu efficaces pour réduire les inégalités. Pour un point de PIB, quasiment tous les autres pays arrivent à réduire davantage les inégalités. Autrement dit, les dépenses sociales sont importantes car elles concernent trop de monde. Si la France était aussi efficace que la moyenne de l'UE sur ce plan-là, cela permettrait d'économiser 3,5 % du PIB. Ceci doit passer notamment par un ciblage plus grand des aides sociales en fonction des revenus.

La part de dépenses sociales allant aux plus de 65 ans est très supérieure à la moyenne de l'OCDE (10 points de plus) alors que la part dans la population totale n'est plus élevée que de 3 points. Une des conséquences en est que la redistribution fonctionne bien pour les personnes âgées mais mal pour les jeunes. Le taux de pauvreté des enfants est en conséquence anormalement élevé. Ceci s'explique notamment par le haut niveau des dépenses de retraites. Différentes simulations montrent que c'est par l'augmentation de l'âge de la retraite que les plus fortes économies sont atteintes.

Le poids élevé de la masse salariale s'explique essentiellement par le nombre de fonctionnaires et assez peu par le niveau des salaires. Les effectifs ont fortement augmenté dans les collectivités locales, bien au-delà de ce que les efforts de décentralisation justifient. Les auteurs proposent donc de réduire les effectifs, notamment au niveau local. En effet, les collectivités locales ont eu tendance à sacrifier l'investissement pour préserver les effectifs.

Ajusté pour les différences de structure, les salaires publics sont inférieurs de 3,5% au secteur privé mais cela cache de grandes différences. Pour les emplois les moins qualifiés, les salaires sont en réalité supérieurs de 6%, alors que les emplois les plus qualifiés reçoivent des salaires inférieurs de 10% à ceux du secteur privé ! Comment attirer des employés qualifiés dans ces conditions ? Par ailleurs, l'inertie est très forte : d'après les auteurs, le gel du point d'indice en place depuis 2010 n'a eu qu'un effet limité sur la masse salariale du fait des progressions automatiques. Un rapport de l'inspection des finances en 2007 estimait l'effet de dérive lié à ces progressions automatiques et aux promotions à 2% par an. Les auteurs en appellent donc à une réduction de cette automaticité.

Le niveau élevé de dépenses de santé est relativement efficace en permettant un niveau élevé de santé, mais des efforts peuvent encore être faits. Les auteurs proposent une limitation des remboursements pour les soins non essentiels, une augmentation du recours aux génériques et une rationalisation du recours à l'hospitalisation.

Notre indemnisation chômage est particulièrement généreuse : la France est le pays où l'on a le plus rapidement droit à des indemnités, le plafond d'indemnisation est élevé, il n'y a pas de dégressivité des allocations et les conditions caractérisant une offre d'emploi raisonnable, pour exiger sa reprise, sont élevées.

D'autres éléments sont mentionnés comme une plus grande autonomie des établissements scolaires, une concentration des dépenses scolaires sur les élèves en plus grandes difficultés, une réforme de l'aide au logement dont le principal impact a été d'augmenter les loyers. Les efforts de regroupement des collectivités locales sont insuffisants, notamment au niveau des villes puisque le nombre de communes pour 100 000 habitants est de 58 en France contre 18 en moyenne dans l'UE. Les clauses de compétence générale sont un facteur important de dérive, entraînant des doublons importants dans les dépenses.

À la lecture, le travail d'analyse de ces économistes confirme finalement ce qui est connu depuis longtemps. L'intérêt de ce genre de travail est d'ouvrir les yeux sur ce qui se fait à l'étranger. La comparaison avec les autres pays permet d'illustrer les « typicités » de la France et surtout de montrer que le montant de la dépense publique n'est pas le gage d'une plus grande efficacité sociale. La plupart des pays qui ont su réduire leurs dépenses l'ont fait en recentrant leurs missions plutôt que par une baisse indiscriminée des dépenses. Comme le disait Pierre Mendès-France, « gouverner, c'est choisir ».

Paru en mars 2016

---

---

*Analyse économique*

Juillet 2024

## Pourquoi en économie aussi, les gens se laissent-ils bercer par les sirènes du populisme ?

**L'histoire économique regorge d'expériences populistes qui se sont toujours soldées dans la douleur pour les populations. Et pourtant, à intervalles réguliers, ces politiques semblent retrouver du crédit auprès d'une partie des populations. Dans un article<sup>1</sup> paru en 1991 et devenu un classique de l'économie depuis, Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards apportent des éléments de réponse. L'article est l'introduction d'un volume consacré aux aspects macroéconomiques des expériences populistes en Amérique latine. En effet, ces pays ont eu longtemps, et de manière récurrente, recours à ce genre de politiques.**

Les auteurs définissent une politique économique populiste comme une politique qui donne la priorité à la croissance et la redistribution des revenus au détriment de la prise en compte des risques liés à l'inflation, au déficit budgétaire, aux contraintes externes et à la réaction des agents économiques à des politiques agressives. L'expérience populiste commence toujours par une profonde insatisfaction avec les conditions économiques d'un pays : croissance jugée trop faible ou présence de fortes inégalités de revenus.

Un des faits saillants de ces politiques est de rejeter l'existence de contraintes sur la politique économique. Selon cette logique, l'expansion économique n'est pas inflationniste, d'autant qu'il est toujours possible de peser sur les prix et sur les marges des entreprises par le contrôle des prix. En effet, l'objectif de ces politiques est toujours d'augmenter fortement le salaire réel, de créer des emplois et d'accélérer la croissance. Pour ce faire, elles reposent généralement sur des politiques de relance. Ces politiques souhaitent limiter les dévaluations pour éviter le renchérissement du coût de la vie. Les autorités ont recours à la planification et au contrôle pour s'assurer de la tenue de leurs objectifs.

Les auteurs distinguent quatre phases dans la mise en œuvre de ces politiques. Dans la première, l'économie se retrouve effectivement stimulée par des mesures : la croissance accélère, l'inflation reste stable et les éventuels manques sont comblés par des importations. Tout semble confirmer la pertinence de ces mesures : croissance et consommation s'améliorent. Dans la deuxième phase, on commence à observer des goulets d'étranglement et des déséquilibres extérieurs qui rendent une dévaluation et un contrôle des changes nécessaires. L'inflation commence à accélérer, les salaires suivent et le déficit budgétaire commence à augmenter du fait des mesures de soutien et de subvention. Dans la troisième phase, l'économie subit des sorties de capitaux et se démonétise, ce qui accroît les pressions sur le budget.

---

La situation devient intenable, ce qui mène à la quatrième phase qui est celle d'une stabilisation orthodoxe de l'économie, souvent sous l'égide du FMI, qui amène une forte baisse des salaires réels afin de rétablir l'équilibre, baisse d'autant plus forte que ces politiques ont découragé l'investissement. Comme le rappellent crûment les auteurs, « le capital peut fuir de mauvaises politiques, pas le travail ». La situation des populations est souvent pire qu'avant le début de l'expérience populiste. Politiquement, cette quatrième phase passe souvent par un changement de gouvernement; les auteurs citent une analyse cruelle de l'économiste Paul Rosenstein-Roda : « Salvador Allende n'est pas mort parce qu'il était socialiste, mais parce qu'il était incompétent. »

Mais alors pourquoi la tentation de ces politiques revient-elle si souvent ? Sur la base des expériences latino-américaines, les auteurs déclarent qu'il n'y a, en général, qu'une faible capacité ou volonté d'apprendre des expériences des autres pays et que les populations comme les dirigeants finissent par oublier les erreurs du passé quand elles ne sont pas de leur génération. Par ailleurs, les tenants de ces politiques affirment toujours que les circonstances de leurs pays sont uniques et que les contraintes économiques n'existent pas vraiment : dans un monde affranchi des règles de l'économie, ces politiques ne peuvent que fonctionner ! Comme le rappelle un chapitre du rapport 2017 de l'[European Economic Advisory Group](#), ces politiques permettent aussi aux politiciens qui les promeuvent de se distinguer de l'élite. Toutes choses qui s'avèrent payantes sur le plan électoral.

Dans un [éditorial du 7 février 2017](#), Andrés Velasco, ancien ministre des finances du Chili et professeur à l'université de Columbia, développe une idée implicite dans l'article de Dornbusch et Edwards. Les auteurs constatent que les politiques populistes finissent toujours par échouer, mais Velasco rappelle que le délai avant que cet échec ne se produise peut être long, parfois plusieurs années. Autant d'années où ces politiques semblent réussir, mais aggravent les déséquilibres des économies.

Une solution simple à des problèmes compliqués, une politique apparemment au service du peuple et non des élites, et une première phase favorable qui peut durer longtemps. Autant de choses qui rendent ces politiques séduisantes avant un retour au réel toujours douloureux... Et ces politiques populistes qu'on nous propose aujourd'hui, ne sont-elles pas la poursuite d'une politique populiste mise en œuvre en France depuis plus de 20 ans, mais qui n'a jamais dit son nom ?

Paru en mars 2017

---

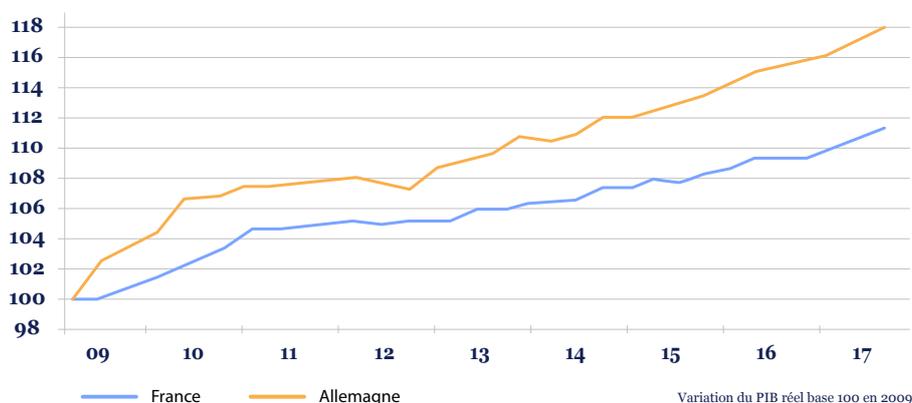
---

*Analyse économique*

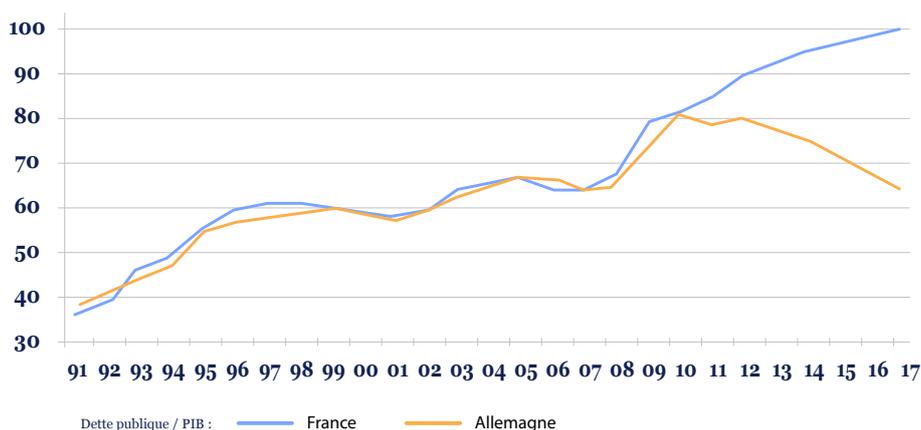
Juillet 2024

## Pour produire plus, il ne faut pas travailler davantage, mais être davantage à travailler - La croissance et le travail en France

Alors que certains annoncent fièrement que la croissance en France sera probablement supérieure à celle de l'Allemagne en 2019, il est bon de regarder le graphique ci-dessous pour prendre la mesure du décrochage de notre économie par rapport à celle de notre voisine. Exprimée par habitant ce décrochage est encore plus manifeste puisque le PIB par habitant, identique dans les deux pays à 32 400 euros en 2008 est passé à 35 110 en Allemagne (+ 8,3%) et à 33 100 en France (+2,2%).



Il faut bien garder à l'esprit que parallèlement à cette moindre progression, la dette publique rapportée au PIB baissait sensiblement en Allemagne alors qu'elle explosait en France : une croissance faible et artificielle en France et forte et réelle en Allemagne.



### Si l'on produit moins, c'est que l'on travaille moins

Pourtant, malgré les 35 heures et nos jours fériés, la durée du travail en France, faible c'est vrai, à 1526 heures annuelles par rapport à 1746 en moyenne dans l'OCDE (13% de moins quand même), se compare à celle de l'Autriche ou des Pays-Bas et est même supérieure à celle de l'Allemagne ! Si le problème ne semble pas être la durée annuelle du travail, quel est-il ? La quantité de travail dépend certes de la durée de travail des travailleurs, mais aussi et surtout du nombre de travailleurs.

### Et c'est le cœur du problème français :

Taux d'activité	15-64 ans	15-24 ans	25-54 ans	55-64 ans
<b>France</b>	<b>72%</b>	<b>37%</b>	<b>88%</b>	<b>55%</b>
Allemagne	78%	50%	87%	73%
G7	75%	43%	84%	66%
Europe 28	74%	40%	86%	61%

Source : OCDE

Le taux d'activité est le rapport entre la population active (celle qui travaille, cherche un emploi ou est en formation) et la population en âge de travailler, définie comme celle âgée de 15 à 64 ans.

### Le constat est simple :

Le taux d'activité en France est faible par rapport aux pays comparables. Cette faiblesse tient surtout à l'inactivité de 55-64, due à notre politique de retraites (voir la décade d'Avril 2019) et à l'inactivité des jeunes, imputable à notre politique d'éducation et de formation (abandon du système scolaire sans diplôme, engorgement des universités, effondrement de l'apprentissage). Cette faible activité des jeunes se retrouve dans les 3 millions de 15-34 ans, un quart de la classe d'âge, qui n'est ni en formation, ni en enseignement, ni en emploi. Dont 40% issus de l'immigration (nés hors de France ou ayant un parent né hors de France). C'est dire l'effort d'éducation et de formation en même temps que les incitations qui doivent être déployés pour intégrer cette jeunesse dans le monde du travail en proportion de ce qu'elle est dans les pays comparables au nôtre...

Car au total la quantité de travail produite en France est très insuffisante :

Nombre d'heures travaillées rapporté à la population totale (par an)

France	635
UE	752
Allemagne	729

Pour retrouver une création de richesse suffisante afin d'éteindre les ressentiments et les frustrations que génère la stagnation, la France doit donc augmenter sensiblement sa quantité de travail produite en mettant (les jeunes) ou conservant (départs en retraites retardés) au travail une fraction beaucoup plus importante de sa population.

Mais être davantage à travailler ne doit pas empêcher non plus de faire travailler davantage ceux qui, dans la fonction publique (territoriale en particulier), ne travaillent pas le minimum d'heures légales...

Reçu 10/10

Juillet 2024

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »  
(Traité 1<sup>re</sup> ed.)

## Warren Buffet, grand investisseur et bon pédagogue

Jean-Baptiste Say nous dit que « *La société, prise en masse, ne peut s'enrichir que par la production ; car ce qui n'enrichit un individu qu'aux dépens d'un autre, n'augmente pas les richesses de la masse.* » Warren Buffet, dans sa [dernière lettre aux actionnaires de Berkshire Hathaway](#) fait écho à Jean-Baptiste Say et note que trop peu d'américains comprennent le lien entre productivité et prospérité. Ne parlons pas des français...

Il explique qu'en 1900, 40 % de la population active américaine, soit 11 millions de personnes, travaillaient dans le secteur agricole et cultivaient principalement du maïs. 36 millions d'hectares étaient cultivés et produisaient en moyenne 1.9 tonnes de maïs par hectare donc un total de 68 millions de tonnes.

Aujourd'hui, grâce aux différentes innovations (mécanisation, engrais, qualité des graines etc...), les Etats-Unis cultivent 34 millions d'hectares, produisent 9.4 tonnes de maïs par hectare soit un total de 320 millions de tonnes. L'amélioration de la productivité s'accompagne d'une réduction drastique du nombre d'agriculteurs qui ne représentent plus que 2 % de la population active, soit 3 millions de personnes.

Il conclut que ces innovations ont permis aux personnes qui ne travaillent plus dans le secteur agricole, d'utiliser leur temps et leurs talents pour d'autres entreprises. Ceci permet aux américains de bénéficier aujourd'hui d'une grande diversité de biens et de services non agricoles. Par conséquent les gains de productivité n'ont pas seulement bénéficié aux exploitants agricoles mais à tous les américains.

Il souligne cependant que pour les américains qui ont perdu leur emploi, concurrencés par des machines plus productives, l'évocation du bien commun n'apporte pas beaucoup de confort surtout si leur talent devient obsolète.

Mais la solution n'est pas de restreindre ou de rendre illégaux les gains de productivité, puisque cela détruirait de la valeur pour la société toute entière, mais de s'assurer qu'il existe une sécurité sociale et une formation pour ceux qui veulent travailler mais dont les compétences ne sont pas valorisées par le marché.

Aux Etats-Unis cette création de richesse se traduit par un PIB par habitant (corrige de l'inflation) de \$56 000 par habitant, soit six fois le montant du PIB par habitant de 1930. Et Warren Buffet de conclure que Rockefeller, vivait sans doute moins bien que son voisin à Omaha dans le Nebraska.

Paru en mars 2016 et en juillet 2018

Reçu 10/10

Juillet 2024

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »  
(Traité 1<sup>re</sup> ed.)

## Jacques de Larosière. « Les 10 préjugés qui nous mènent au désastre économique et financier ». Odile Jacob.



À presque 90 ans l'ancien directeur du FMI (Fonds Monétaire International), puis gouverneur de la Banque de France nous livre une analyse sage, simple et complète des principales erreurs commises dans le pilotage des politiques monétaires et budgétaires de nos pays. A l'instar de Say, Larosière cherche une vérité argumentée et s'oppose à l'abondance des savoirs qui se conjugue avec la pauvreté des raisonnements. Comme si l'immense quantité d'informations dont nous disposons pour comprendre le monde submergeait nos capacités de traitement, réduites à ne fonctionner qu'avec des préjugés.

Revenant sur la crise financière de 2007-2008 et la terrible récession qui l'a suivie, l'auteur souligne la responsabilité première et immense des banques centrales et en particulier de la FED : une politique trop souple (qui laisse se développer trop de crédits, avec des taux d'intérêt trop bas), une supervision défaillante et un assouplissement des contraintes réglementaires encourageant tous les excès.

Il montre que la politique de taux zéro, voire négatifs, qui a suivi la crise, ne peut être que transitoire et qu'à durer trop longtemps elle agit comme une drogue : les crédits trop bon marché font monter artificiellement la valeur des actifs qui permettent de s'endetter encore davantage. Elle dispense les États d'ajuster leurs politiques budgétaires en rendant indolore le gonflement de la dette par l'accumulation des déficits. Enfin, agissant comme une trappe à liquidité, elle dissuade les investissements (autant conserver ses liquidités que de les investir à un taux de rendement trop bas pour compenser les risques : inflation ou défaut).

Concernant la politique budgétaire justement, Larosière montre qu'en période de croissance le recours aux déficits ne nourrit pas celle-ci. En France, les dépenses publiques sont passées de 40% du PIB en 1974 à 57% aujourd'hui, sans avantage en termes de taux de croissance, d'emploi, de sécurité, d'éducation par rapport à d'autres économies n'ayant pas pris cette pente. On le sait, celle-ci génère une augmentation de la pression fiscale qui finit par amoindrir la compétitivité des entreprises. Et celles-ci perdent leurs moyens d'investissement, donc d'améliorer leur productivité. Ce qui a conduit à la disparition de la moitié de l'industrie française en une génération.

---

Traitant également des excédents allemands qui doivent être réduits, du gouffre de nos retraites, de l'absurdité des normes comptables, Larosière s'en prend donc aux différents « consensus » inspirant le pilotage des politiques publiques depuis une quinzaine d'années. Pour qui veut s'instruire facilement, la lecture de ce traitement honnête des sujets graves concernant l'avenir de notre prospérité s'impose absolument. A l'heure où tant d'erreurs ou d'imbécilités trouvent tellement d'échos, sa diffusion mériterait le plus grand élargissement. Si vous n'avez pas été assez généreux à Noël, vous savez maintenant quoi offrir à vos proches !

Paru en janvier 2019

---

---

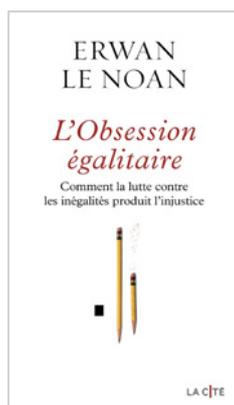
Reçu 10/10

Juillet 2024

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »  
(Traité 1<sup>re</sup> ed.)

## Erwan Le Noan : L'obsession égalitaire, comment la lutte contre les inégalités produit de l'injustice

Éditions La Cité



C'est sans doute Tocqueville qui a le premier et le mieux décrit la passion française pour l'égalité. Il voyait dans l'égalité des droits la route tracée vers l'égalité des conditions qui conduirait au déclin : « je redoute bien moins pour les sociétés démocratiques, l'audace que la médiocrité des désirs ; ce qui me semble le plus à craindre, c'est que, au milieu des petites occupations incessantes de la vie privée, l'ambition ne perde son élan et sa grandeur » (De la démocratie en Amérique).

Le mérite d'Erwan Le Noan est de reprendre et poursuivre le sujet de l'égalité dans la culture politique française et de ses effets sur notre prospérité et sur notre paix civile. Loin du conformisme qui vante l'égalité (de quoi ?) comme une vertu cardinale de la République, l'auteur reprend les chiffres et décortique les concepts erronés qui circulent trop facilement.

Le premier est la haine des riches qui témoigne bien plus d'une jalousie que d'une critique économique sur les effets prétendument délétères du capitalisme. Il rappelle qu'il n'y a pas de prospérité sans liberté ; en tout cas aucun pays ni aucun système n'a pu amener la première durablement sans la seconde. Et que la propriété est consubstantielle à cette dernière.

Par ailleurs, [l'objet de la société doit-il être que les individus qui la constituent aient des existences toujours plus semblables ?](#) Cela n'est pas envisageable sans administrer dans le détail les vies des citoyens et donc d'autoriser un pouvoir à décider de façon autoritaire ce qui est bon pour eux, et donc également de restreindre leurs libertés.

En France en particulier, les inégalités de conditions sont limitées et sont allées en se réduisant avec le développement économique et les politiques de redistribution de notre État Providence ; mais c'est le capitalisme qui a fait reculer le plus les inégalités par la réduction de la pauvreté. Le scandale des inégalités, s'il faut les qualifier ainsi, n'est pas la richesse mais le maintien de la pauvreté. Et c'est le capitalisme qui permet d'en sortir le plus grand nombre. La pauvreté était la condition commune jusqu' à l'avènement de la révolution industrielle. Et là où elle ne s'est pas faite, la pauvreté absolue s'est maintenue.

---

Après la création de richesse, la redistribution permet de réduire les écarts de conditions : entre les 20% des français les plus riches et les 20% les plus pauvres le rapport des niveaux de vie est de 8,6. Mais la redistribution le réduit à 3,9 : elle augmente de 74% le niveau de vie moyen des 20% les plus modestes et diminue de 20% celui des 20% les plus gâtés. Et ces rapports, assez stables depuis trente ans en France, viennent anéantir le mythe de « l'explosion des inégalités » qui n'a en fait de réalité qu'entre les 1% et les 0,01% les plus riches...

Paru en janvier 2024

---

---

Collé 0/10

Juillet 2024

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »  
(traité 1<sup>re</sup> ed.)

## « Marine Le Pen ou le retour de l'idéal communiste » Les Echos du 2 décembre 2015

« **Marine Le Pen ou le retour de l'idéal communiste** » **Les Echos du 2 décembre 2015**

Qu'ajouter à l'excellent article de Gaspard Koenig, fondateur de Génération Libre ? On ne peut que s'étonner du manque de débat sur le programme économique du Front National. Il faut dire que le dirigisme économique est un rêve inavoué de bien des partis. Comme le souligne l'auteur, « il semble que le FN dise tout haut ce que les autres pensent tout bas : tout irait mieux sous le soleil de l'État. »

Quelles sont les éléments du programme du Front National relevés par G. Koenig ?

- le rejet de la mondialisation, des marchés et de la concurrence
- le maintien des 35h et le retour de la retraite à 60 ans
- l'alignement de la fiscalité du capital et du travail
- une planification stratégique de la réindustrialisation et la nationalisation des banques et des transports et affectation de 15% du résultat net des entreprises du CAC 40 en réserve spéciale de réindustrialisation
- l'allocation à la dette publique de l'épargne des particuliers
- l'encadrement des prix pour les produits de première nécessité
- la préservation du statut de fonctionnaire mais le recrutement de hauts fonctionnaires patriotes (?)
- une alliance stratégique poussée avec la Russie

Le retour de l'idéal communiste...

Il est curieux qu'un tel programme ait le soutien de 30% des votants. Quelles en sont les raisons ?

- **les français ont une compréhension très faible des mécanismes économiques** : le mauvais niveau d'éducation économique et financière, régulièrement pointé par les études internationales, témoigne de la pauvreté de l'enseignement souvent teinté d'une doctrine socialiste qui continue de puiser sa légitimité dans le programme du Conseil National de la Résistance pourtant âgé de plus de 70 ans...
- **le manque de leadership de nos élites sans doute touchés par les mêmes méconnaissances**. Il faut y associer le manque de crédibilité : les résultats très médiocres de l'économie française discréditent les responsables face à n'importe quel programme.

Et Jean-Claude Mailly Secrétaire Général de Force Ouvrière dans les Echos du 8 décembre 2015, illustre bien cette confusion des esprits et des sens :

« Les gens ont le sentiment qu'on ne les écoute pas. Les responsables politiques ont comme des ceillères ». En effet, si l'on écoute avec les yeux on risque de ne pas entendre... Certainement Monsieur Mailly considère ne pas faire partie de ces responsables qu'il incrimine et qui -tant qu'à faire- pensent aussi sans doute avec leur moelle épinière plutôt qu'avec leur cerveau.

Paru en décembre 2015

Collé 0/10

Juillet 2024

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »  
(traité 1<sup>re</sup> ed.)

## L'ISF, Un impôt payé par quelques-uns est toujours populaire même quand il est nocif pour tous.



**Tout a été dit ou presque sur l'inutilité, la nocivité, de l'ISF – exception française – y compris par le candidat Valls aux primaires socialistes de 2011, mais rien n'a été fait pour le supprimer. Donnons un peu de grain à moudre à ceux qui en ont le projet.**

Inutilité fiscale de cet impôt : dans son principe même, c'est une aberration de taxer un capital quel qu'il soit uniquement parce qu'il existe, et donc d'obliger son propriétaire à céder une partie pour pouvoir en conserver une fraction réduite chaque année ; autant taxer toutes les personnes en âge de travailler, même si elles n'ont pas de revenus ! L'assiette qui exclut les actifs non productifs, comme les œuvres d'art, qui décote l'immobilier, mais qui prend à leur valeur de marché les actifs productifs finançant l'économie est absurde. C'est l'impôt spéculatif par excellence : si la Bourse monte, l'État gagne. Si elle baisse ensuite, ce que le contribuable a payé est définitivement perdu. Son taux, progressif de 0,5 % à 1,5 %, est devenu également aberrant comparé au taux des emprunts d'État qui avoisine 0 %.

**Moins-values fiscales colossales.** Son rendement est très faible : 5,2 milliards d'euros et 343 000 foyers concernés en 2015, 1,4 % des recettes de l'Etat, ou l'équivalent de 3,2 % des recettes de TVA. Mais surtout, par l'exil fiscal auquel il contraint, il génère des moins-values fiscales colossales. Les millionnaires qui continuent de partir en Suisse, en Belgique, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Israël, ne payent plus leur ISF en France, ni pratiquement aucun autre impôt : TVA, impôt sur le revenu, contributions sociales, etc. Par solde, le rendement net de l'ISF est négatif pour les finances publiques, sans doute même de plus de 10 milliards pour ceux qui ont essayé de le chiffrer. Sans compter les emplois directs détruits lors des départs qui sont ceux aussi des cerveaux et des énergies créatrices. Comme si les effets de la révocation de l'Édit de Nantes en 1685 n'étaient pas connus de nos dirigeants qui s'honorent dans le culte mémoriel.

---

D'un point de vue économique, il s'ajoute à la taxation des revenus du capital la plus élevée au monde. Le rendement net du capital s'en ressent. Alors que l'industrie représentait plus de 20 % du PIB en France et en Allemagne en 1980, elle représente encore 22 % en Allemagne mais seulement 11 % chez nous. Les gains de productivité d'une économie sont intimement liés à son intensité en capital. Et les gains de productivité déterminent notre compétitivité. L'ISF a sa part de responsabilité dans le niveau de chômage du pays.

Enfin, l'ISF est nocif socialement et politiquement. Il entretient l'idée qu'il y a toujours de l'argent à prendre chez les autres (les riches), ce qui est plus facile que d'en produire soi-même. Sous couvert de solidarité il cultive le ressentiment et la jalousie au lieu de générer les ambitions. Il culpabilise la fortune - « je n'aime pas les riches » - dont les détenteurs devraient se reprocher naturellement de ne pas être pauvres. Il fait de l'impôt non pas une contribution, mais une punition.

Pourtant, la fortune n'est que le témoin de la prospérité et celle-ci ne se réalise pas au détriment de ceux qui y concourent, mais par leur bonne collaboration. L'amour de la pauvreté n'est pas plus vertueux que l'amour de la prospérité. Ne nous y trompons pas et regardons notre monde : la misère se conjugue très bien avec la guerre et l'asservissement ; la prospérité avec la paix et la liberté. Supprimer l'ISF, c'est aussi faire ce choix.

**l'Opinion**

*Par François de Saint-Pierre le 24 août 2016*

<http://www.lopinion.fr/edition/economie/l-utilite-nationale-supprimer-l-isf-108594>

Paru en septembre 2016

---

*Collé 0/10*



**Juillet 2024**

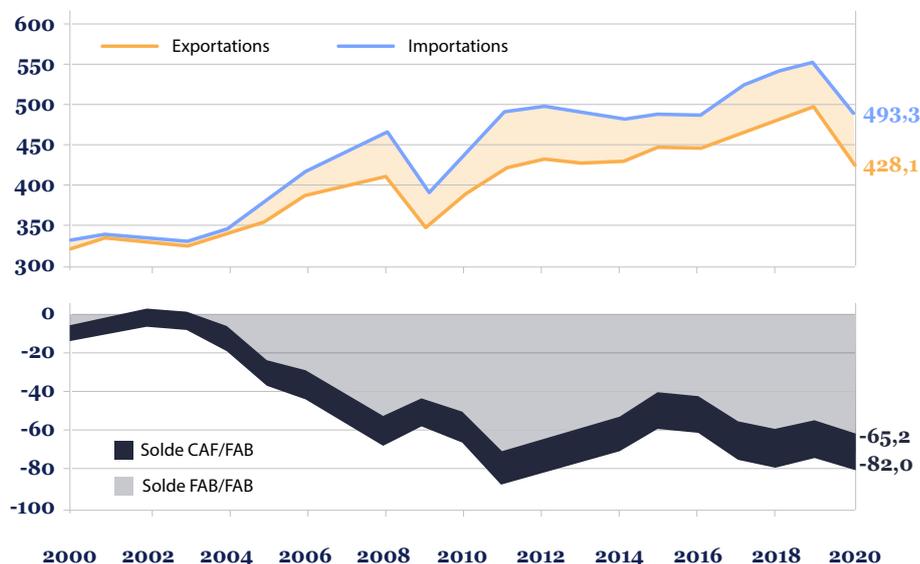
« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »  
(traité 1<sup>re</sup> ed.)

## Le déficit commercial de la France, témoin des maux de notre économie

Le premier graphique ci-dessous représente l'évolution de nos importations et de nos exportations, et le second l'écart entre les deux exprimé en milliards d'euros. Le déficit commercial s'élève en 2020 à 65,2 milliards soit une augmentation de plus de 7 milliards par rapport à 2019. Alors que de 1971 à 2000 nos échanges avec l'extérieur étaient assez équilibrés, connaissant des périodes de déficits et d'excédents, depuis 20 ans nous importons beaucoup plus de biens que nous n'en exportons. Dit autrement nous consommons beaucoup plus que nous ne produisons.

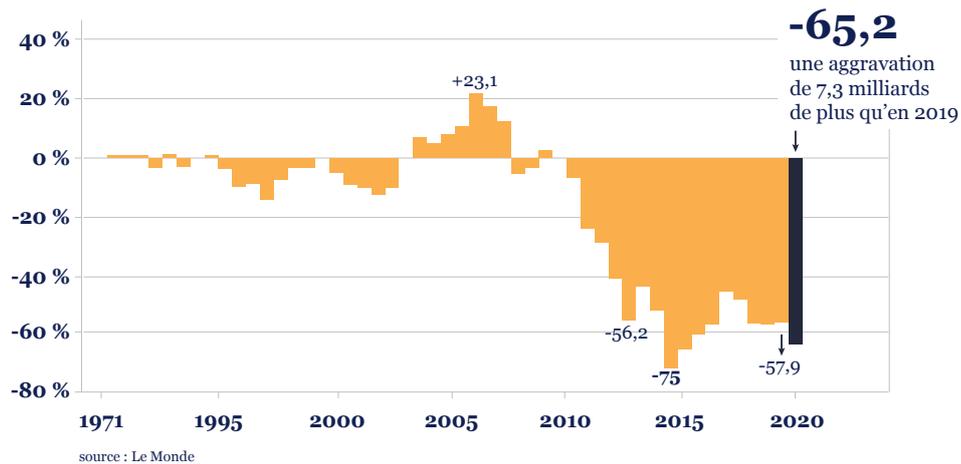
La baisse tendancielle de la production automobile en France, le choc sur l'industrie aéronautique, les pertes de parts de marché en agriculture, et la désindustrialisation du pays en matière de biens de consommation (textile, chaussure, papier, électronique, etc) expliquent l'ampleur et le caractère durable de ce déficit aggravé à chaque retournement de cycle qui affaiblit un peu plus nos capacités de production. Manque de productivité, perte de compétitivité, insuffisance d'innovation expliquent nos pertes de parts de marché dans le commerce international. Ce n'est pas que la faute à la Chine, même si nos échanges sont très déficitaires ; l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suisse enregistrent des excédents commerciaux importants - y compris avec la France.

**Évolution des échanges et du solde commercial Français, en milliards d'euros**



source : DGDDI (y compris matériel militaire et l'estimation des données sous le seuil)

### Évolution annuelle de la balance commerciale de la France depuis 1971, en milliards d'euros



Ces déficits témoignent d'un appauvrissement relatif de la France par rapport à ses principaux partenaires. Ils ne sont qu'un symptôme. Les réduire ne pourra se faire qu'en repensant totalement nos objectifs collectifs : en donnant la priorité à une production compétitive et non à la consommation. Sauf à ce que la France soit un pays d'incorrigibles cigales...

Paru en février 2021

*Parole d'entrepreneur*

Juillet 2024

## Jean-Baptiste Say, interviewé par ChatGPT



Jean-Baptiste Say est né en 1767 à Lyon d'une famille protestante. Après un passage à Genève et à Paris, il séjourne en Angleterre de 1785 à 1787, où il observe le développement de la révolution industrielle. En 1789, il découvre La Richesse des Nations d'Adam Smith qui aura une profonde influence sur sa pensée.

### **Jean-Baptiste Say, homme public**

En 1792, il s'engage dans les troupes qui vont combattre à Valmy. Il devient en 1794 le rédacteur en chef de « La Décade » et dirige en même temps l'Imprimerie des Sciences et des Arts. En 1799 Il y soutient le coup d'état de Bonaparte et sera nommé membre du Tribunal.

En 1803, paraît Le Traité d'Économie Politique. Après avoir refusé à Bonaparte de réécrire certains passages pour justifier la politique du Consulat, il fut exclu du Tribunal et la deuxième édition du Traité fut interdite.

### **Jean-Baptiste Say, entrepreneur**

En 1804, il s'associe avec un industriel et établit une filature de coton. Il s'installa à Auchy-lès-Hesdin, et vers 1810, la filature devint une des plus importantes du Pas-de-Calais. Mais en 1812, le blocus continental décrété par Napoléon impacte la santé de son entreprise et pousse Jean-Baptiste Say à revendre ses parts à son associé.

### **Jean-Baptiste Say, pédagogue**

En 1815, est publié le Catéchisme d'Économie Politique qui vulgarise la doctrine du Traité. Jean-Baptiste Say crée un cours d'économie politique à l'Athénée de Paris où il enseignera jusqu'en 1819, date à laquelle il est nommé titulaire de la Chaire d'Économie Industrielle au Conservatoire des Arts et Métiers. En 1825, il participe à la fondation de l'École spéciale de commerce et d'industrie, aujourd'hui l'ESCP-Europe, et en 1830, il est nommé professeur d'Économie Politique au Collège de France.

La même année, il siège au Conseil Général de la Seine et démissionne en 1831 pour raison de santé. Il meurt en 1832 à l'âge de 65 ans et est enterré au Père Lachaise.

### 1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

"J'ai choisi de devenir entrepreneur car je crois fermement en l'importance de la production et de l'innovation pour la prospérité économique. Un entrepreneur joue un rôle crucial dans la découverte et la mise en œuvre de nouvelles opportunités, en utilisant les ressources de manière efficace pour créer de la richesse et améliorer le bien-être de la société. Mon engagement en tant qu'entrepreneur découle de ma conviction que l'initiative privée est le moteur de la croissance économique et du progrès social."

### 2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

"Non, bien que l'entrepreneur soit le principal moteur de l'innovation et de la coordination des ressources, il ne travaille pas seul. La réussite d'une entreprise repose sur la collaboration entre de nombreux acteurs, y compris les travailleurs, les fournisseurs, les clients et les investisseurs. Chacun contribue à la création de valeur à sa manière. L'entrepreneur agit comme un catalyseur, mais il dépend de l'engagement et des compétences de son équipe et de ses partenaires."

### 3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

"La création de valeur, selon moi, réside dans la capacité d'un entrepreneur à identifier et à satisfaire les besoins des consommateurs de manière plus efficace et plus innovante que les alternatives existantes. Cela implique de transformer les ressources disponibles en biens et services qui améliorent la qualité de vie et répondent aux désirs et aux exigences du marché. La valeur est créée non seulement en termes économiques, mais aussi en contribuant au progrès social et au bien-être général."

### 4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

**Libéralisation du marché :** Réduire les barrières à l'entrée et les régulations excessives pour permettre une concurrence saine et favoriser l'innovation. Cela inclut la simplification des procédures administratives et la réduction des taxes sur les nouvelles entreprises.

**Promotion de l'éducation et de la formation :** Investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre et encourager l'esprit d'entreprise. Une main-d'œuvre qualifiée est essentielle pour soutenir l'innovation et la croissance des entreprises.

**Accès au financement :** Faciliter l'accès des entrepreneurs au financement par le biais de crédits, d'investissements et de subventions. Cela pourrait inclure des incitations fiscales pour les investisseurs et le développement de programmes de soutien aux petites et moyennes entreprises.

**Protection de la propriété intellectuelle :** Assurer une protection efficace des droits de propriété intellectuelle pour encourager l'innovation et la création. Les entrepreneurs doivent être assurés que leurs inventions et innovations seront protégées contre la copie non autorisée.



# LE QUIZ 2024

## JEAN-BAT' À LA PLAGE

Cette année notre Quiz Jean-Bat' à la Plage prend la forme d'un état des lieux économique de la France.

Au moment d'un changement très probable de la politique économique de la France, il nous semble intéressant de marquer notre parcours d'un jalon permettant plus tard de comparer l'avant et l'après législatives 2024.

Répondez aux 10 questions suivantes en indiquant la bonne réponse pour la France parmi les 3 réponses proposées, et retrouvez les bonnes réponses et nos commentaires en fin de quiz.

**Q1 • PIB/hab en US\$, 2023**

\$ 38 976

\$ 42 879

\$ 47 005



Cochez la bonne réponse

**Q2 • Dette de la France en % du PIB, 2023**

63,6%

88,6%

110,6%

**Q3 • Déficit Public en % du PIB, 2023**

3%

5,7%

4,1%

**Q4 • Prélèvements obligatoires en % du PIB, 2023**

32,1%

48%

21,9%

**Q5 • Inflation, mars 2024**

1,3%

4,2%

2,4%

**Q6 • Taux de chômage des actifs, début 2024**

7,4%

3,2%

6%

**Q7 • Taux d'emploi 15-64 ans, 2023**

77,4%

68,4%

70,1%

**Q8 • Âge légal de départ à la retraite, 2023**

66 ans

64 ans

67 ans

**Q9 • Durée effective du travail salariés plein temps, 2022**

1 830 heures/an

1 790 heures/an

1668 heures/an

**Q10 • % de la population sous le ou proche du seuil de pauvreté\*, 2023**

11,3%

20,4%

32,5%

\*: Populations menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, c'est-à-dire qu'elles vivaient dans des ménages confrontés à au moins un des trois risques de pauvreté et d'exclusion : la pauvreté monétaire, la privation matérielle et sociale grave et/ou la vie dans un ménage à très faible intensité de travail (dont les adultes travaillent à moins de 20 % de leur potentiel sur un an). Source EUROSTAT.

**Réponses du Quiz 2024 :** (1 point par bonne réponse)

<b>Q1</b> • \$38 976 (\$42 879 est le PIB/hab de l'Allemagne et \$47 005 celui du Royaume-Uni)	<a href="#">Trading Economics</a>
<b>Q2</b> • 110,60% (près du double de l'Allemagne à 63,60% et sensiblement supérieur à la moyenne de la zone Euro à 88,60%)	<a href="#">Eurostat</a>
<b>Q3</b> • 5,7% du PIB (largement au-dessus des 3% de déficit public fixée par le Pacte de stabilité et de croissance de l'UE, des 3% de l'Allemagne, et même de la moyenne de la zone Euro à 4,1%).	<a href="#">Eurostat</a>
<b>Q4</b> • 48,00% (contre 42,10% pour l'Allemagne et 41,90% pour la zone Euro)	<a href="#">Eurostat</a>
<b>Q5</b> • 2,40% (2,30% en Allemagne et 1,20% en Italie)	<a href="#">Eurostat</a>
<b>Q6</b> • 7,40% (alors que seuls 3,20% des actifs allemands sont au chômage et 6% des catifs de la zone Euro)	<a href="#">Eurostat</a>
<b>Q7</b> • 68,40% (encore à la traîne par rapport à l'Allemagne avec 77,40% des 15-64 ans au travail et 70,10% en moyenne dans la zone Euro)	<a href="#">INSEE</a>
<b>Q8</b> • 64 ans depuis peu et pour combien de temps ? (c'est 66 ans en Allemagne et 67 en Italie)	<a href="#">CLEISS</a>
<b>Q9</b> • 1 668 heures/an (une fois encore on travail plus ailleurs notamment en Allemagne avec 1 790 heures/an et 1 830 dans la douce Italie)	<a href="#">REXECODE</a>
<b>Q10</b> • 20,40% (grâce à notre fameux système social à la française, mieux que l'Allemagne avec 21,30% et l'UE en général avec 21,40%)	<a href="#">Eurostat</a>

## Les Actus du Cercle

Juillet 2024

Retour sur la 3<sup>e</sup> édition du Baromètre du Cercle Jean-Baptiste Say : les Français et l'économie.

# Baromètre Jean-Baptiste Say, les Français et l'économie en 2024

**À l'heure des choix, un besoin impérieux de comprendre,  
mais à qui se fier ?**

Alors que les résultats des législatives viennent de tomber, et dans l'attente d'un nouveau gouvernement et certainement d'une nouvelle politique économique, le Cercle Jean-Baptiste Say dévoile les résultats de la 3<sup>e</sup> édition de son baromètre « Les Français et l'économie » et alerte sur l'impérieuse nécessité d'informer et de former les Français en matière d'économie. Dans un contexte où les finances publiques de la France sont à la peine et où les défis se multiplient pour notre pays, l'immense majorité des Français exprime des attentes de formation, d'information et d'explications sur les enjeux économiques. Ces attentes s'adressent aux médias (91%), au monde éducatif (91%) et aux dirigeants politiques (93%). Elles se sont accrues depuis la création du baromètre Jean-Baptiste Say en 2018. **Dans les faits, le niveau de connaissance des Français s'avère faible et les fausses idées font florès : selon les sujets sur lesquels on les interroge, entre un tiers et deux-tiers d'entre eux déclarent ne pas pouvoir donner d'ordre de grandeur sur quelques indicateurs clés. Lorsqu'ils avancent des chiffres, ceux-ci sont souvent bien éloignés de la réalité.**

**Poids du déficit annuel des comptes publics rapporté au PIB :** les deux-tiers n'en ont spontanément aucune idée<sup>1</sup>.

**Poids de la dette publique cumulée rapporté au PIB :** si 7 Français sur 10 (71%) estiment que l'endettement de la France n'est pas soutenable, 64% n'ont spontanément aucune idée de son poids, 24% le sous-estiment très nettement et 8% approchent de la vérité<sup>2</sup>. Notons que pour 47% des 18/24 ans et 41% des 25/34 ans, cette dette « n'est pas un problème », alors même qu'ils devront en assumer la charge.

**Production de richesse et temps de travail :** si la nécessité d'augmenter le taux d'actifs fait consensus (82%), la durée du temps de travail divise. En effet, 58% estiment possible de créer plus de richesse en travaillant moins (78% des 18/24 ans, 72% des 25/34 ans). L'opinion mérite d'autant plus d'être éclairée que la grande majorité des Français n'a aucune idée du nombre d'heures de travail annuel par habitant en France (55% de façon spontanée). S'ils se risquent à donner des chiffres, ils surestiment très fortement la France (1 300 heures en moyenne contre 922 pour l'UE 27, selon eux)<sup>3</sup>. La réalité étant bien pire : 630 heures travaillées en France contre 744 pour l'UE 27.

**Réduction des déficits publics :** à une très large majorité (61%), les Français préfèrent que l'on taille dans les dépenses publiques (État, Collectivités territoriales, Sécurité sociale), plutôt

que d'augmenter les impôts, surtout s'il s'agit des ménages... Relancés sur les postes sur lesquels économiser en priorité, ils désignent les collectivités territoriales (régions et départements par 40%, municipalités par 26%), la culture (33%), l'environnement (24%) et la défense nationale (23%). Ne pas toucher à la santé et aux retraites (6%) !

**Impôt sur le revenu** : près de 4 Français sur 10 (38%) n'ont aucune idée du pourcentage de contribuables payant l'impôt sur les revenus et plus d'un sur deux (56%), de la part supportée par les 10% de Français ayant les plus hauts revenus. Lorsqu'ils se prononcent sur cette part, ils pensent en moyenne qu'elle représente 37% quand elle est de 75%<sup>4</sup>. Alors qu'ils ont de fortes attentes de formation et d'explications à l'égard du monde éducatif, des médias et des dirigeants politiques, les Français expriment des doutes non moins forts sur la maîtrise des sujets économiques par ces acteurs.

- Les dirigeants politiques : 39% seulement leur accordent cette maîtrise.
- Éducation nationale et enseignants : seulement un Français sur dix (11%) leur fait tout à fait confiance pour bien former les élèves aux sujets économiques.
- Médias et journalistes : 46% les créditent d'une bonne maîtrise des sujets économiques.

*« L'édition 2024 du baromètre du Cercle Jean-Baptiste Say démontre l'impérieuse nécessité de former et d'informer les Français de façon pédagogique sur les enjeux économiques du pays. En permettant à chacune et à chacun de comprendre les mécanismes économiques les plus essentiels, nous renforcerons la capacité de la société à faire face aux défis qui se présentent. Comment les Français peuvent-ils se prononcer sur les propositions de politique économique s'ils n'ont pas les connaissances nécessaires pour se décider ? Les économistes estiment à 1 point de PIB par an (28 Mds € en 2023<sup>5</sup>) le coût du manque de culture économique en France (Source : Edmund Phelps, Prix Nobel d'économie<sup>6</sup>) » souligne François de Saint-Pierre.*

[Retrouvez l'intégralité des résultats de l'étude sur Cercle Jean-Baptiste Say.](#)

Juillet 2024

## POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say ([www.cerclejeanbaptistesay.com](http://www.cerclejeanbaptistesay.com)), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

